

Compilation de l'évaluation des forces, faiblesses et les attentes des participants par pays

Burkina Faso

Points forts du pays concernant les mécanismes d'inclusion sociale dans le processus de préparation à la REDD +

- Le processus PIF qu'est « métamorphosé » en la préparation de la REDD+ (cas particulier du Burkina Faso que nous pouvons expliquer par la suite), tous les acteurs ont été intégrés à des degrés divers au processus de préparation de la REDD.

Défis, faiblesses ou aspects négligés par rapport à l'inclusion sociale dans le processus de préparation à la REDD + dans le pays

- Les organisations de la Société civile avaient demandé un appui en moyens financiers pour pouvoir informer les populations à la base sur le processus, mais la requête n'a pas encore été concrétisée.

Les attentes de l'atelier

- Que l'atelier ne soit pas trop théorique (développement de beaucoup de concept) mais basé sur des cas concrets pour qu'au sortir de l'atelier nous puissions appliquer les acquis.
- L'atelier doit déboucher sur des recommandations pertinentes à même de renforcer la mise en œuvre du processus.

Cameroun

Points forts du pays concernant les mécanismes d'inclusion sociale dans le processus de préparation à la REDD +

- Implication de la société civile dans l'élaboration du RPP. La société civile camerounaise a influencé en partie les aspects liés à la prise en compte des populations locales en spécifiant toutes les couches de cette population selon les spécificités de chacune Ex : La prise en compte du CLIP dans le RPP.
- Implication du représentant de la société civile (une femme) et du représentant des peuples autochtones dans le comité de pilotage multi sectoriel REDD+. Ces représentants jouent le rôle de veille et de défense des intérêts des communautés dans la prise des décisions et les orientations du processus REDD+.
- Appui des organisations de la société civile (OSC) et des réseaux de la CEFDHAC à travers le projet régional REDD+/COMIFAC/BM/GEF
- La société civile a été soutenue dans son effort de sensibiliser et organiser les acteurs de terrain au sein des communautés. Des démembrements régionaux et communaux de la plate forme ont été mis en place

- Les peuples autochtones font partie du processus et sont représentés au niveau du Comité national REDD+
- The two indigenous communities (Mbororo Pastoralists and the Forest Hunter Gatherers popularly known as Pygmies) and the local population in Cameroon were adequately sensitized on REDD+ & Climate Change and fully participated in the formulation of the R-PP right to the level of defending it with the government in front of the FCPF committee in 2012 at Brazzaville.
- The government ministry in charge (MINEPDED) technically and financially supported Civil Society that includes the Indigenous Peoples (IPs) to organize themselves as a National Platform on REDD+ and Climate Change to enable their effective participation in the REDD+ process in Cameroon. The Indigenous Peoples and the Local population are represented in the National Steering Committee at the level of the ministry (MINEPDED) in charge.
The two reasons for this approach of considering IPs in this way, are:
- The successes of R-PP largely depend on the inclusion of the local population and the indigenous peoples.
- It is also a condition for approving the R-PP by the World Bank

Défis, faiblesses ou aspects négligés par rapport à l'inclusion sociale dans le processus de préparation à la REDD + dans le pays

- La faible préparation et implication des communautés pendant les ateliers de consultation organisés dans les 10 régions.
- Manque de coordination dans le processus des réformes sectorielles en lien avec la REDD.
- Faible organisation/structuration des OSC
- Manque des moyens pour la mobilisation de toutes les parties prenantes
- Il reste à mieux expliquer aux communautés les différents enjeux et défis et ce que cela implique pour leurs droits, notamment les aspects fonciers
- Il est clair que les aspects liés aux partages de bénéfices, à l'approche à adopter, au mécanisme national à mettre en place restent à élucider.
- There are limited skills, capacity and resources for CSOs and IPs to effectively understand and engage in the REDD+ process in Cameroon.
- There is little or no information given to CSOs and IPs on the progress of the REDD+ since the R-PP was approved, and so there is a major communication gap on the part of the ministry.

Les attentes de l'atelier

- Des outils pour permettre à la société civile de contribuer objectivement dans le développement des sauvegardes sociales et environnementales adaptées à chaque contexte et tous les autres mécanismes permettant de soutenir l'inclusion sociale.
- Amélioration de l'inclusion des OSC et autres parties prenantes dans les débats et négociations internationaux sur le changement climatique et REDD+
- Une meilleure compréhension des aspects liés à l'élaboration des sauvegardes sociales et environnementales

- L'approche juridictionnelle en prenant en compte les aspects liés aux assistances juridiques et judiciaires...
- To acquire the knowledge, skills and the capacity required to effectively engage in the REDD+ process. And to share the information acquired at the workshop with the communities in the rural areas.
- Acquire lobbying and advocacy skills and also have a clear notion of FPIC.

Congo, République

Points forts du pays concernant les mécanismes d'inclusion sociale dans le processus de préparation à la REDD +

- L'existence du cadre de concertation des organisations de la société civile et des populations autochtones sur la REDD+ ;
- La prise en compte de la stratégie nationale REDD+ comme outil de développement durable tant dans la politique forestière que dans la stratégie nationale du développement durable.
- Ces deux idées, ci-dessus, prennent en compte le volet social premièrement de ce que toutes les décisions importantes respectent le CLIP en vigueur en droit congolais, deuxièmement en REDD+ lutte contre la pauvreté et cela est fortement soutenue.
- Implication aux études et aux inventaires de carbone;
- Organisation des réunions locales.
- Une meilleure compréhension des aspects liés à l'élaboration des sauvegardes sociales et environnementales
- L'approche juridictionnel en prenant en compte les aspects liés aux assistances juridiques et judiciaires...

Défis, faiblesses ou aspects négligés par rapport à l'inclusion sociale dans le processus de préparation à la REDD + dans le pays

- L'implication des populations autochtones doit être redynamisée ;
- Nécessité de renforcer la sensibilisation et l'information
- La question de partage des bénéfices pour laquelle le mécanisme REDD+ n'est pas très précis sur les bénéfices non carbonés. Exemple : la protection des sols, des eaux, de la faune.

Les attentes de l'atelier

- Partager l'expérience des autres pays pour contribuer à améliorer l'inclusion sociale au Congo. Partager les succès, les faiblesses et les défis de l'inclusion sociale avec les autres pays REDD+ .
- Le partage des expériences avec les autres participants et l'appropriation des enseignements nouveaux au niveau de l'atelier.

Congo, République Démocratique

Points forts du pays concernant les mécanismes d'inclusion sociale dans le processus de préparation à la REDD +

- Un large processus de consultation de la société civile a été entrepris depuis le début dans le processus REDD+ (regroupé sous le Groupe de Travail Climat REDD)
- La mise en place de la plateforme indépendante d'observation des projets REDD (Moabi) est un chantier qui peut réellement permettre de faire remonter des informations depuis les individus ou groupes les plus concernés par les initiatives REDD+ (coopératives agricoles, conseils agricoles ruraux de gestion, etc.)
- La reconnaissance du GTCR (Société civile) comme partie non négligeable dans le processus REDD+,
- Le mécanisme spécial dédié aux Autochtones dans le programme PIF (avec insistance sur le CLIP)
- Par rapport aux autres programmes d'aide au développement que le pays a connus, le programme REDD+ valorise tant soit peu l'effort fourni par la société civile dans le plaidoyer pour les communautés locales et Peuples Autochtones et aussi un fond spécifique dédié aux autochtones dans la prise en compte de leurs droits.
- La RDC a développé des standards sociaux et environnementales qui seront validés au plus tard le mois de mai 2014, c'est un outil important qui fournit un cadre complet des questions principales à aborder concernant la performance d'un programme REDD+ sur le plan social et environnemental,

Défis, faiblesses ou aspects négligés par rapport à l'inclusion sociale dans le processus de préparation à la REDD + dans le pays

- L'une des plus grandes contraintes est la difficulté qu'il y a pour remonter des informations depuis les provinces vers la capitale. Que cela soit l'Etat ou les organisations de la société civile, cette difficulté à décentraliser les concertations et les décisions est un réel frein à l'inclusion sociale.
- Différents outils sont développés (registre pour homologuer les projets REDD+, plateforme indépendante Moabi, Système d'Information sur les Sauvegardes, etc.) et il y a un réel besoin de cohérence entre eux.. C'est le défi qui nous attend dans les prochains mois.
- La non prise en compte de la société civile dans la plupart de la planification en matière de renforcement de capacités en ce qui concerne le processus,
- A cette phase d'investissement la CNREDD qui pilote le processus techniquement commence à éviter le GTCR qui est l'interlocuteur attiré de la société civile dans le processus... car il gêne dit-on... on sent une certaine politisation par rapport aux enjeux et même dans le recrutement des consultants ; ce qui devient un risque élevé pour le processus...

- La mise en œuvre des projets pilotes et le retard dans le développement de ce cadre social stratégique on fait que cet important outil n'a pas été testé au cours de la phase préparatoire de la REDD en RDC

Les attentes de l'atelier

- De s'imprégner des principes et modalités de ces différents mécanismes d'inclusion sociale;
- Profiter des expériences des autres pays pour mettre en évidence les forces et les faiblesses spécifiques de la RDC sur ces sujets et
- Idéalement d'identifier 2/3 nouvelles pistes ou solutions à nos défis actuels.
- Démontrer le rôle de parties prenantes dans un processus SESA, le mécanisme de suivis environnementaux et sociaux, la gestion des plaintes,
- Le rôle de la société civile dans un processus participatif
- Pouvoir comprendre la manière dont les autres pays de la région aborde la question d'inclusion social enfin d'en tirer des expériences positives pour soutenir et faciliter les aspects liés à l'inclusion sociale dans processus de préparation à la REDD+ en RDC

Côte d'Ivoire

Points forts du pays concernant les mécanismes d'inclusion sociale dans le processus de préparation à la REDD +

- La société civile est en train de s'organiser en vue de contribuer pleinement au processus. Et des organisations de jeunesse et de femme font partie de cette société civile. L'existence de ces organisations est une force pour un mécanisme d'inclusion sociale.
- La Côte d'Ivoire a prévu confier les activités IEC des zones reculées à la société civile en veillant à l'implication des associations de jeunes et de femmes des localités concernées, cela pourrait améliorer le niveau de vie des jeunes et femmes, réduire la pauvreté et donc éloigné tout sentiment d'exclusion sociale.
- Les communautés locales sont les parties prenantes de premier plan et les premières bénéficiaires des forêts. Ce groupe est très vaste et très hétérogènes. Constituées des Autochtones, Allochtones et Allogènes, les communautés locales sont aussi celles qui sont directement touchés par les actions REDD+.
- Les communautés locales sont aussi représentées par les élus locaux (députés) qui défendent leurs intérêts.
- De même au sein de cette communauté, on retrouve les autorités ou chefferie traditionnelles (Chefs de terre, Chefs de villages et Notables). Ceux-ci sont les détenteurs des droits coutumiers et des administrateurs.
- L'Administration Publique comprend les ministères et autres structures étatiques ainsi que la présidence et la primature. L'Administration publique joue un rôle essentiel dans la protection et la conservation des ressources

forestières/naturelles. Elle définit les différents plans Nationaux de développement (Agriculture, Reboisement, etc.). L'administration publique délivre les permis d'exploitations des ressources naturelles et veille au bon déroulement de ces exploitations. L'Administration Publique sollicite un appui auprès des partenaires financiers et techniques pour l'engagement et le renforcement des capacités des parties prenantes.

Défis, faiblesses ou aspects négligés par rapport à l'inclusion sociale dans le processus de préparation à la REDD + dans le pays

- Comme défi pour la Côte d'Ivoire, c'est de pouvoir impliquer réellement la société civile, surtout les femmes et les jeunes aux activités REDD+ (IEC, projets pilotes,...)
- Une faiblesse que nous trouvons importante est la capacité financière limitée des organisations de la société civile pour leur fonctionnement au quotidien, ce qui peut limiter le volontariat qui favorise l'inclusion sociale.
- Créer un fond national REDD+ ;
- Mettre en œuvre Mécanisme de gestion des plaintes et des recours ;
- Partager des bénéfices ;
- Mettre en Oeuvre un système de Paiement pour Services Environnementaux (PSE)

- L'Inadaptation du système juridique ivoirien au mécanisme REDD+;
- L'Insécurité du foncier rural
- le manque de coordination entre les institutions
- Les changements permanents des attributions et organisations des Ministères

Les attentes de l'atelier

- Partager les acquis des pays participants qui ont une avancée dans le mécanisme REDD+ ;
- Renforcer mes capacités et de Consolider ma connaissance dans les trois thématiques relatives à l'inclusion sociale.
- Nous espérons à travers cet atelier apprendre des stratégies simples et claires qui favoriseraient l'inclusion sociale dans le cadre de la préparation de notre pays à la REDD+. Quelles actions concrètes posées pour qu'un groupe de la population (les femmes, les jeunes, une communauté locale donnée, ...) n'ait pas le sentiment d'être à l'écart de la société ?
- Aussi serait-il important d'apprendre des stratégies pour réussir la consultation des parties prenantes dans le cadre de la REDD+.

Madagascar

Points forts du pays concernant les mécanismes d'inclusion sociale dans le processus de préparation à la REDD +

- La consultation et la participation: Beaucoup d'effort ont été fourni par l'équipe en charge de l'élaboration du document sur la consultation. Les communautés et les acteurs sur terrain ont participé au processus.
- Le cadre et gestion environnementale (CGES) : Des efforts ont été fourni pour l'intégration de l'amélioration de la gouvernance du secteur forestier et le renforcement du suivi et du contrôle forestier dans le mécanisme, pareil pour la prise en compte de l'aspect social.
- Le transfert de gestion des ressources naturelles renouvelables à la communauté villageoise vivant aux alentours des forêts qui augmente leurs sens de responsabilité mais aussi leurs impliquent sur la prise de décision de l'utilisation de ces ressources.
- L'existence de la Plateforme REDD+ qui regroupe les administrations publiques, les communautés de base, la société civile malgache, les partenaires techniques et financiers, le secteur privé et les organismes environnementaux. Elle assure que le processus de préparation à la REDD+ contribue à toutes les discussions en cours dans les initiatives importantes du secteur environnement et forêts (préparation de politique, de document stratégique, de programme sectoriel, etc.).

Défis, faiblesses ou aspects négligés par rapport à l'inclusion sociale dans le processus de préparation à la REDD + dans le pays

- Le mécanisme de réception des plaintes et également le partage des bénéfices : La gestion des plaintes mérite une attention particulière, tenant compte du contexte social.
- Les questions liés aux partages de bénéfices restent un grand défi, vue la complexité du système.
- La transparence sur la collecte et traitement des informations au niveau de la performance des acteurs, du système de suivi carbone, de l'utilisation et de la gestion des fonds et enfin des impacts sociaux et environnementaux des politiques et des mesures d'accompagnement.
- Une forte capacité de coordination intersectorielle sera nécessaire pour la cohérence de la stratégie REDD+ avec les priorités nationales et la résolution d'éventuels conflits (forêts, agriculture, élevage, pêche, environnement, travaux publics, transports, énergie,

Les attentes de l'atelier

- Partager les acquis pour l'amélioration du mécanisme et également approfondir mes connaissances pour améliorer notre intervention sur terrain.

- La transparence sur la collecte et traitement des informations au niveau de la performance des acteurs, du système de suivi carbone, de l'utilisation et de la gestion des fonds et enfin des impacts sociaux et environnementaux des politiques et des mesures d'accompagnement.
- Une forte capacité de coordination intersectorielle sera nécessaire pour la cohérence de la stratégie REDD+ avec les priorités nationales et la résolution d'éventuels conflits (forêts, agriculture, élevage, pêche, environnement, travaux publics, transports, énergie,

Togo

Points forts du pays concernant les mécanismes d'inclusion sociale dans le processus de préparation à la REDD +`

- L'existence la plate forme Commission nationale du développement durable (CNDD), qui est une plate forme très représentative et qui a des démembrements au niveau local ce est vraiment inclusif et permet de faire remonter l'information de bas vers le haut ce ci est un moyen qui permet une inclusion des acteurs de tout bords surtout les populations riveraines des forêts
- La CNDD créée en 2011 par le décret n°2011-016/PR constitue le cadre permanent de dialogue et de concertation. Elle est constituée des institutions publiques et privées, des collectivités territoriales, des ONGs et autres personnes morales. Elle est représentée au niveau local par des commissions locales de développement durable (CLDD) créée par arrêté interministériel n°018/MERF/MPDAT/MATDCL. Au sein de CLDD on a les commissions communales de développement durable (CCDD) au niveau communal, les commissions préfectorales de développement durable (CPDD) au niveau préfectoral et les commissions régionaux de développement durable (CRDD) niveau régional. L'approche de la consultation est de bas en haut. C'est pour être sur qu'on a pris les préoccupations des communautés locales de bases. Ceci permet d'être efficace et d'attirer l'attention sur les préoccupations et les priorités des principaux intervenants
- Le Togo dans le cadre de la REDD+ a associé les organisations de la société civile qui travaillent avec les communautés à la base. Ceci pour permettre la prise en compte des leurs besoins et intérêts dans la REDD+
- L'implication de la société civile et des autorités traditionnelles par le ministère de l'environnement et des ressources forestières dans les processus de préparation à la REDD+ et à la validation du document R-PP
- Travaux de consultation publique de la population avant la rédaction du document de R-PP

Défis, faiblesses ou aspects négligés par rapport à l'inclusion sociale dans le processus de préparation à la REDD + dans le pays

- L'aspect foncier au Togo la terre appartient aux collectivités et non à l'Etat, ceci peut dans certaines mesures engendrer des conflits.

- Un autre défi est le partage des bénéfices liées à la REDD+ il faut la mise en place des mécanismes pour une réduction des conflits ; ces aspects n'ont pas été négligés mais sont des réalités du pays que nous devront avoir à l'esprit et savoir comment les gérer dans la mise en œuvre
- Plus des travaux d'inclusion sociale dans le processus de préparation à la REDD+ en associant plus la société civile surtout celle intervenant dans les domaine de lutte contre les changements climatiques
- Augmenter le niveau de communication auprès de la population à la base et des acteurs du reboisement et de lutte contre le changement climatique et protection de l'environnement et du domaine du foncier
- Un des défis à surmonter est la question genre. En effet les femmes n'ont pas été largement associées dans le processus de préparation à la REDD+. Toutefois cette question est prioritaire dans les premières phases de mise en œuvre du R-PP pour prendre en compte les préoccupations des femmes.
- Il y a également peut de propositions réalistes sur la transparence pour faire face à l'utilisation illégale des forêts et à l'amélioration de la gouvernance du secteur forestier. On opte pour un mécanisme qui sera discuté et mis en œuvre avec toutes les parties prenantes dès le début de la phase de mise en œuvre du R-PP.

Les attentes de l'atelier

- Partage des bonnes pratiques en matière de la réalisation de la REDD+ dans certains pays très avancés dans le processus
- Avoir des informations concrètes sur le MRV
- Des mécanismes et outils de consultation des communautés
- Les stratégies de communication sur la REDD+ des organisations de la société civile
- Des cas pratiques d'organisation des OSC pour suivre le processus de la REDD+ chez les congolais
- Renforcement des capacités en évaluation environnementale et la stratégie sociale, la consultation et la participation dans le processus de préparation de la REDD+ ; les mécanismes de règlement des plaintes et les stratégies de réussites de rédaction de projets bancaables de REDD+
- Méthodes et pratiques réalistes d'inclusion des acteurs vulnérables dans le processus de consultation et de participation;
- Techniques et outils de gestion des conflits ou différents qui résulteront de la mise en œuvre du processus REDD+;
- Développer les thèmes sur le Cadre de gestion environnementale et sociale (CGES) et sur le processus de l'évaluation environnementale et sociale stratégique (EESS);
- Comprendre et connaître les impacts sociaux et environnementaux du processus de préparation à REDD+ et de sa mise en œuvre;
- Apprendre de l'expérience des autres pays qui ont avancés dans la mise en œuvre de leur R-PP.